L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 12 DECEMBRE 1874. 43me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 12 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DU JOUR.

Par Vincent & Co., dans les salles d'encan-bottes, soulliers brodequins, et habillements.

Par D. E. Murphy, rue des Magasins, en face les Nos 106 et 110—fer du Tennessee.

Fer—Fer.—Voir l'annonce de D. E. Murphy, ancrages.

Grande vente de meubles.—Mm. Nash & Holgate procéderont mardi, 22 décembre, à la vente de tout le grand stock de meubles de M. Jos B. Hubbard, No 122, coin Rempart et Perdido. La vente sera faite sans réserve, M. Hubbard étant décidé à se retirer des affaires.

Achetez vos bonbons et vos fruits cristallisés chez A. LEMANNE, rue du Chartres, 1007, entre Dumaine et Ste-Anne.

SPECTACLES.

Samedi, 12 déc. 1874.

OPERA.—A midi, La Favorite; le soir, La Juive.
VARIETES.—A midi et le soir, Belle Lamar.
ACADEMIE.—A midi et le soir, Humpty Dumpty.
ST CHARLES.—A midi et le soir, Little Nell.

ÉDITION HEBDOMADAIRE DE L'*ABEILLE*.

Nous publions régulièrement le samedi matin, une édition hebdomadaire rectifiant toutes les matières,—littéraires, politiques et autres,—qui ont paru, pendant la semaine, dans l'*Abeille* quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours. Nous la vendons dans nos bureaux à raison de 10 cts. le numéro.

Pas d'assessement équitable, pas de taxe.

Nous avons déploré dès le principe, cette divergence de vue qui s'est produite si tôt entre le maire et les administrateurs de ville sur la direction à donner aux affaires financières de la municipalité; et nous n'avons pas hésité à faire ressortir ce qu'il pouvait y avoir de répréhensible dans la manière de voir des administrateurs. Le message du maire a été universellement approuvé ainsi que son veto sur une résolution concernant le recouvrement des taxes. Sans prétendre ici que les uns doivent les payer quand les autres ne les payent pas, nous dirons que cette rigueur était inexpédiente et que de n'est pas par là qu'une administration démocratique devait commencer.

Il y avait ici obligation de faire le contraire de ce qui a été fait: cette obligation était d'origine. Si le parti démocratique, arrivant au pouvoir, s'y conduit comme le parti de la fusion, quand le parti de la fusion s'était déjà conduit comme le parti radical, alors quelle différence y aura-t-il pour le peuple entre le parti démocrate et le parti radical? Il n'y en aura aucune et l'on dira forcément que les derniers ne valent pas plus que les premiers, et que l'élection ne nous a pas été plus favorable que l'arbitrage de Warmoth dans le choix du personnel administratif de la ville.

Dans son message, le maire Leeds avait posé les vrais principes de la réforme en toutes matières. Il n'avait rien oublié et avait fait sentir la nécessité d'appliquer ces principes le plus tôt possible. Il y avait presse en effet, car chacun se sentait à la veille d'être poursuivi et exproprié. On avait voté pour les démocrates contre les radicaux parce qu'on avait pensé qu'il y aurait avantage à le faire. Le vote a réussi en ce sens qu'il a porté aux places des hommes nouveaux, entièrement indépendants du gouvernement radical et libres, sous tous les rapports, de favoriser la réforme dont on avait un si grand besoin. Les voilà au pouvoir maintenant et ils ne font rien, pas plus que leurs prédécesseurs, et tout leur génie paraît se borner à demander à la taxe des subsides que la propriété épuisée ne peut plus donner.

On avait dit tout d'abord que, pour faire preuve de bon vouloir, chacun d'eux ferait à la ville une remise de $500 sur un traitement de $6000. Il n'en est plus question; et le bel exemple d'économie qu'ils devaient donner les premiers s'en est allé en fumée. Mais nous passerons volontiers sur ce point si, sur d'autres, ils nous paraissaient disposés à nous faire gagner des millions. Nous leur offrirons $10,000 au lieu de $6000, et même davantage, s'ils voulaient apporter dans leur gestion l'esprit de retranchement dont leurs concitoyens ont voté pour eux supposaient qu'ils étaient animés. Car, il ne faut pas qu'il s'oublient! les nouveaux administrateurs ne doivent au peuple qui les a élus,

Le peuple leur a donné son suffrage parce qu'il a pensé qu'ils seraient honnêtes, actifs et réformateurs, et qu'en cela ils lui seraient utiles; ils ne peuvent pas faire, leur mission est manquée et pas plus que leurs prédécesseurs, ils n'acquerront de titre à la reconnaissance publique.

Il est aisé de voir qu'à l'exception du maire, qui paraît versé depuis longtemps dans la science des affaires municipales et qui en parle avec la supériorité que lui donne cet avantage, les membres du Conseil actuel éprouvent de sérieux embarras dans l'exercice de leurs pouvoirs, et que ces embarras viennent en grande partie de leur insuffisance.

Nous n'en sommes nullement surpris: ce qu'ils devraient savoir ne peut s'apprendre en un jour. Ce cas avait été prévu par l'ancienne charte, et c'est pour cela que les anciens conseils de ville n'étaient renouvelables que par moitié tous les deux ans. Alors, les nouveaux membres avaient le temps d'étudier avant de prendre l'initiative et, dans l'intervalle, les anciens membres administraient pour tous. Nous sommes donc disposés à avoir pour les nôtres une grande indulgence et il faudra qu'ils nous prêtent connaissent se lourdes fautes pour que nous nous permettions d'user envers eux d'une censure sévère. Mais nous pouvons leur donner des conseils en les engageant fortement à les suivre.

Nous leur dirons, en premier lieu, qu'ils ont le bonheur d'avoir à leur tête un homme intègre, d'un grand sens et d'une indépendance à toute épreuve: que cet homme est animé des meilleures intentions, son but, en se chargeant de la mairie, étant, non d'avoir une place d'influence politique, mais une place d'utilité comme administrateur et législateur, et que son initiative alors mérite toute leur attention et leur respect. Nous leur dirons que le temps des hésitations est passé; que la ville a assez souffert, qu'elle a droit à un soulagement immédiat, et que ce soulagement peut lui être immédiatement donné.

Nous ne faisons pas allusion aux taxes non collectées de l'année 1874. Ces taxes sont certainement dues, et puisque beaucoup de contribuables les ont payées, il faut aussi qu'elles soient payées par les autres, mais il faut y mettre des ménagements et ne pas poursuivre à outrance les retardataires. Nous l'avons déjà dit et nous le répétons: le meilleur moyen de recouvrer les taxes est de mettre les contribuables à même de les payer, et on les mettrait à même de le faire par une grande réduction de l'assessement pour 1875.

Que cet assessement soit réduit d'un tiers par mesure générale, à l'exception des propriétés qui, vendues récemment, ont dû être assessées suivant la valeur de leur nouveau titre, et les propriétés remonteront à l'instant dans la estime des capitalistes. Ils seront alors mieux disposés qu'ils ne le sont et qu'ils ne peuvent l'être aujourd'hui à prêter sur hypothèque et les contribuables pourront emprunter et payer. Ils pourront vendre aussi, et, dans ce cas, la vente ne ressemblera pas à une confiscation.

L'homologation faite à la dernière heure par le conseil élu en 1873, de l'assessement de 1873, n'est aucunement obligatoire. L'assessement dépend exclusivement de l'administration chargée de la levée des taxes. Or il s'agit ici des taxes non échues mais à échoir; elle doivent être conséquemment réglées par un assessement nouveau, correspondant à l'année dont l'exercice s'ouvre et non à l'année dont l'exercice est clos. S'il fallait beaucoup de temps pour opérer la réduction, ce serait une difficulté sérieuse.

Mais ici la difficulté n'existe pas. L'assessement peut se refaire d'un trait de plume sur toutes les cotes. Il peut se refaire dans le chiffre même des reçus ou des bills sans toucher aux gros livres pour le moment. Il n'y aurait donc pas d'excuse à refuser cette justice à une classe de contribuables qui depuis cinq ans supportent presque à eux seuls toutes les conséquences ruineuses de l'administration radicale. C'est cette justice, hélas, bien tardive? que nous demandons au Conseil. Il la doit au peuple qui l'a élu et il faut absolument qu'elle ait lieu.

Bureau des Retours.

Décision sur la paroisse de Soto.

Premier cas de flagrant délit.

Protestation de M. Arroyo.

La séance du Bureau des Retours a une extrême importance. Wells et ses trois collègues radicaux ont jeté le masque et ont rendu, à propos de la paroisse De Soto, une décision qui est un flagrant délit de justice, un escamotage du vote de toute une paroisse. La protestation présentée par M. Arroyo contre cette décision, que nous donnons plus bas, est d'une argumentation irréfutable et nous dispense de commentaires. La décision de MM. Wells, Anderson, Kenner et Casanave est un audacieux défi jeté aux 73,000 électeurs qui ont voté contre le radicalisme, car c'est le commencement de la suppression des votes dans la majorité.

La séance s'est ouverte à onze heures.

M. Arroyo a répété l'historique déjà connu du rapport de la paroisse DeSoto. Il a rappelé comment le supervisor Bean qui était chargé, par la loi, d'apporter les rapports au Bureau, a gardé ces rapports et a essayé de les vendre à l'un ou à l'autre des deux partis pour un prix qui a varié de $2,500 à $1000, comment menacé d'arrestation, il s'était enfui, laissant le soin à une femme de mauvaise vie, Lou Dudley, dont il avait fait son courtier, de continuer les négociations, comment le Bureau apprenant ces faits avait reconnu qu'il était sans pouvoir pour agir et comment l'avocat-général ou plutôt son substitut Dibble avait négligé de répondre à l'invitation du Bureau pour qu'il eût à prendre les mesures nécessaires au recouvrement des documents de la paroisse DeSoto.

M. Arroyo a rappelé qu'il avait déjà offert au bureau le duplicata du rapport officiel apporté en ville par le greffier de la Cour, on il a été déposé par Bean, et que le bureau avait remis la pièce en considération de cette proposition jusqu'à ce moment de l'examen des paroisses contestées. Ce moment étant venu, M. Arroyo a renouvelé son offre et a dit que M. Reynolds, greffier de la Cour de la paroisse De Soto, était présent tenant à la disposition du bureau les duplicata originaux des rapports déposés, signés et scellés par Bean lui-même; il a donc demandé que le bureau fît la comptation des votes sur ces documents.

M. Wells a répondu que les rapports légaux n'étaient pas devant le Bureau: que M. Reynolds n'était pas la personne chargée par la loi de remettre les rapports au Bureau et que celui-ci ne pouvait recevoir les papiers offerts.

M. Anderson a pris les papiers et les a placés sur la table en réitérant sa demande qu'ils fussent ouverts. M. Wells a refusé de les ouvrir en disant que sa décision devait être respectée à moins qu'appel n'en fût fait.

MM. Whittaker et Zacharie ont voulu présenter quelques observations, mais Wells leur a imposé silence.

M. Arroyo a dit qu'il en appelait au Bureau de la décision de M. Wells. Sur quoi M. Anderson a dit qu'il n'avait pas d'objection à ce que les paquets fussent ouverts pour être examinés.

A la demande de M. Arroyo, M. Reynolds a ouvert les papiers que MM. Anderson et Arroyo ont examinés. M. Anderson a dit qu'il était prêt à les admettre pour ce qu'ils valaient, bien qu'il ne les regardât pas comme une preuve légale des résultats de l'élection.

M. Arroyo a lu alors le certificat de dépôt signé Bean, constatant que les duplicata étaient des copies correctes des originaux restés en sa possession.

Wells a maintenu sa décision et le bureau ayant été appelé à voter, MM. Anderson, Kenner et Casanave ont soutenu la décision de M. Wells, M. Arroyo votant seul contre.

M. Arroyo a présenté alors la protestation ci-dessous, après quoi le Bureau a décidé d'examiner aujourd'hui, samedi, les paroisses Carroll, Iberie et Terrebonne, et a dit que tous les mémoires pour les autres paroisses contestées devraient être remis avant lundi.

PROTESTATION DE M. ARROYO.

Le soussigné, membre du Bureau des retours, proteste contre la décision du Bureau qui a rejeté les duplicata originaux des retours d'élection, offerts pour établir le vote de la paroisse de De Soto, parce que le supervisor d'enregistrement de la dite paroisse a manqué de faire le rapport requis de lui par la loi, la dite protestation étant fondée sur les raisons suivantes:

1o. Parce que, par suite du criminel tâtonnement de la part de l'enregistrer, de remettre au bureau la compilation des retours d'élection, des listes de comptes dites *tally*, &c., des commissaires d'élection dans la paroisse De Soto, le peuple de cette paroisse ne peut et ne doit pas être privé du droit qu'il a eu de manifester ses choix pour les emplois, quand toutes les formalités légales ont été remplies et quand cette manifestation a été exprimée au moyen du scrutin reconnu, dont le caractère sacré de la pureté doivent rester inviolables et respectés, et parce qu'en l'absence de ces documents le moyen indiqué pour arriver à cette conclusion désirée, est de compiler les duplicata originaux des rapports d'élection déposés par les commissaires d'élection des différents bureaux de la dite paroisse par l'intermédiaire du supervisor d'enregistrement entre les mains du greffier de la Cour de District de la dite paroisse et actuellement en cette ville et offerts pour être examinés et compilés;

2. Parceque l'action de ce bureau dans le cas actuel est un renversement de sa décision dans le cas du 10e ward de cette ville, où, en l'absence des retours réguliers, ce bureau a envoyé chercher la boîte du scrutin qui était en la possession du greffier de la Cour et où ce moyen a été adopté par le bureau.

3. Parce que les duplicata originaux ont été légalement en authenticité et en autorité des duplicata qui sont dans les mains du supervisor d'enregistrement, qu'ils font partie des archives légales de la Cour, déposés en vertu de la loi, dans le seul but d'être employés comme preuve, devant toute Cour, tout bureau ou autre tribunal légal, et qu'ils ne diffèrent des retours du supervisor d'enregistrement que par le défaut de la transmission annuelle par cet officier, dont les fonctions, sous ce rapport, ne sont que ministérielles.

4. Parceque le manquement du supervisor d'enregistrement, d'avoir fait sa déclaration au bureau empêche celui-ci d'examiner les duplicata originaux ou les listes certifiées des retours, alors la totalité du vote du peuple légalement donné, mais de la volonté arbitraire du supervisor.

5. Parceque le supervisor de l'enregistrement étant nommé par le chef du pouvoir exécutif, tiendrait dans ses mains le résultat de l'élection, ce qui donnerait ainsi à l'Exécutif un contrôle complet et absolu du vote total de l'Etat, et ouvrirait la porte à la fraude en faveur du parti politique auquel l'Exécutif peut appartenir.

OSCAR ARROYO.

Un gros lot de $20,000,
Un second lot de $10,000,
Un troisième lot de $5,000,
Plus 40 lots de $500 chacun
Et 200 lots de $100 chacun,
Voilà ce que l'on pourra gagner
Au Tirage du 26 décembre,
De la Loterie de la Louisiane.
Avec les lots d'approximation,
C'est un total de $90,400!

L'ÉLECTION DU 3 NOVEMBRE EN LOUISIANE.

Résultats complets par le comité démocrate sur les documents officiels:

TRÉSORIER.

Paroisses.	Monceure.	Dubuclet.
Orléans	20,714	13,98
Ascension	1261	19 0
Assomption	1356	119
Avoyelles	1339	1158
Baton Rouge, E	1466	3664
Baton Rouge, O	812	905
Bienville	179	
Bossier	1039	1677
Caddo	2184	1670
Caldwell	340	409
Carroll		
Calcasieu	1177	6
Cataouatche	306	47
Catahoula	840	7-6
Claiborne	1476	641
Concordia	154	2 41
Dutchtown, Ext		
Dutchtown, Ouest	747	1688
Franklin	801	1360
Grant	457	114
Iberia	2331	3
Iberville	1247	1077
Jackson	779	2 65
Jefferson	554	90
Lafayette	1307	2411
Lafourche	1179	820
Livingston	1302	1346
Madison	987	880
Manchac	664	165
Morehouse	772	1617
Natchitoches	1054	1078
Ouachita	1464	1576
Pinquemine	795	1024
Pointe Coupée	698	1474
Rapides	645	20 0
Red River	1005	1761
Richland	355	748
Sabine	241	84
St. Bernard	1	607
St. Charles	272	1281
St. Hélène	623	536
St. Jacques	799	1862
St. Jean Baptiste	592	1216
St. Landry	2177	1818
St. Martin	921	709
Ste. Marie	1051	2167
St. Tammany	1	861
Tangipahoa	537	436
Tensas	948	2255
Terrebonne	1351	1607
Union	1167	432
Vermillion	992	1232
Vernon	111	
Washington	1	125
Webster	606	775
Wilkinson	670	82
	73,439	68 544

Majorité de Monceure 1863

Les deux paroisses laissées en blanc donnent les résultats suivants:

	Monceure.	Dubuclet.
Carroll	385	3,202
De soto	1737	216
	1492	2418

Majorité pour Dubuclet 926

Cela réduirait la majorité de Monceure dans tout l'Etat à 2989.

Les élections pour la Chambre des Représentants donneraient en dehors de la Nouvelle-Orléans 45 démocrates et 39 radicaux. Or la ville a élu 28 démocrates et 9 radicaux ce qui donnerait un total pour l'Etat de 68 démocrates contre 41 radicaux, ou une majorité de 27 démocrates.

HUITIÈME GRANDE FOIRE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE D'ETAT.—Nous avons reçu le catalogue des prix qui seront distribués à la huitième grande foire agricole et industrielle d'Etat qui se tiendra aux Fair Grounds à la Nouvelle-Orléans, du 3 au 14 février 1875. Nous appelons l'attention de tous ceux que le objet intéresse sur ce catalogue qui comprend une liste considérable de prix. Dix mille dollars ont été mis à part pour des objets d'intérêt spécial non mentionnés dans la liste.

Le commerce de la Nouvelle-Orléans doit comprendre qu'il est de son intérêt de contribuer à l'attrait de cette exposition, afin d'attirer un grand nombre de visiteurs étrangers dans notre ville. Les jours Gras tombent du 7 au 9 février et les directeurs de l'Association ont fixé la Foire à cette époque afin de faire coïncider la tenue de l'exposition avec les fêtes du carnaval.

La visite récente de nombreux touristes du Kentucky, celle de plusieurs milliers de l'Ohio venus de tous les points de l'Union, contribueront, sans aucun doute, à accroître cette année le nombre des visiteurs qui, attirés habituellement le carnaval, et cette affluence d'étrangers servira à donner un grand éclat à notre exposition. Agriculteurs, producteurs, industriels, marchands, artistes, tous doivent donc se piquer d'honneur pour faire de notre huitième foire d'Etat un succès qui ait quelque retentissement.

RAPPORT DU COMITÉ DE SECOURS POUR LES INONDÉS.—Nous avons reçu du comité de secours pour les inondés de 1874 le rapport contenant ses recettes, ses déboursés et ses opérations.

Il appert de ce rapport que les recettes se sont élevées à $214,897 37 et les déboursés à la date du 11 novembre 1874 à $205,709 28, laissant une balance de $11,188 09. La ville de Boston figure dans les contributions pour un total de $45,975 04.

LA TRAGÉDIE DE LA PAROISSE St. BERNARD.—Voici les nouveaux renseignements que nous avons pu obtenir sur la tragédie que nous avons brièvement racontée hier.

Deux frères, Pepe et Mateo Estopinal, se sont rendus mercredi dernier sur l'habitation Marrero pour y traiter une affaire qui, nous dit-on, n'avait pas une grande importance. Un rapport prétend qu'ils allaient réclamer de l'argent qui leur était dû. Les deux frères Marrero, James et Armand, voulant se débarrasser des visiteurs les escortèrent jusqu'en dehors de la barrière. Là, une discussion très vive s'est renouvelé et elle dégénéra en lutte. Il paraît certain que les frères Marrero tirèrent leurs revolvers et firent feu sur leurs adversaires. Pepe, atteint au cœur, tomba mort, et Mateo, mortellement blessé, a succombé jeudi après-midi. Les frères Marrero ont quitté la paroisse. Il convient d'attendre l'enquête officielle pour apprécier la nature de cette fatale affaire.

VINS FINS.—Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'annonce que MM. Bercier & De Smet, No. 5 rue Tchoupitoulas, publient aujourd'hui dans nos colonnes. Ils y verront que ces messieurs ont à vendre des consignations précieuses de vins fins des meilleures marques et d'une qualité tout à fait supérieure. Les crus sont des plus renommés. Bourgeaux, Champagne, Bordeaux-Macon, Beaune, Thorins, St-Emilion, St Genès, etc. Des eaux de vie de 1860 à 1871; des liqueurs rares; Chartreuse, Kirsch, Vermouth et divers articles alimentaires; Montarde, Fruits à l'eau-de-vie, Bières, etc., etc., et vins liquoreux, Porto, Sherry. Voyez l'annonce

---

UNE MAUVAISE HABITUDE CORRIGÉE. — On a généralement l'habitude de prendre des drogues dites stimulantes pour guérir les maladies du foie, et le règne minéral et le règne végétal sont mis tous deux à contribution pour fournir les purgatifs les plus drastiques et les plus pernicieux, afin de produire un puissant effet sur le foie et exciter l'organe traînant et abattu. Ce système détestable n'est sur le même principe que celui qui donne à un homme faible et débilité du brandy en large quantité pour le mettre à même d'exécuter un travail manuel de travail). Quand le stimulant n'est plus nécessaire, l'organe, comme le système, retombe dans un état de langueur et de torpeur plus marqué qu'auparavant, que faut-il donc? Il faut des remèdes qui fassent fluer librement la bile du foie sans dépasser le but et qui laissent le foie fortifié et sain lors même qu'il est livré à lui-même sans médication. Ces remèdes sont la "Golden Medical Discovery" et les "Pillets Purgatifs" du Dr. Pierce.

Une guérison de la maladie de tête.

Rusk, Texas, 10 mai 1873.

Dr. R. V. Pierce, Buffalo, N. Y.

Cher monsieur;

L'année dernière, à cette époque, ma femme, était alitée et très affectée d'une maladie chronique de foie. J'avais pour lui donner des soins un docteur des plus habiles qui l'abandonna comme incurable, quand j'entendis parler de vos remèdes. J'achetai une bouteille je le commençai à lui en donner. Ma femme pesait alors 83 livres. Elle pèse maintenant 140 livres et elle est maintenant bien portante et robuste. Elle a pris huit bouteilles en tout. Ainsi vous voyez que je suis et que je dois être un avocat de vos remèdes.

WILLIAM MEAZEL.

Du fameux éclaireur, "Buffalo Bill."

Holland House, Rockford, Ill., 20 avril 1874.—Dr. R. V. Pierce, Buffalo, N. Y.

Monsieur:—J'ai pris maintenant quatre bouteilles de votre "Golden Medical Discovery" avec vos Pellets, et je dois dire que je n'ai jamais rien pris pour la maladie qui fait autant de bien. Il me semble que je suis un homme nouveau, grâce à vos remèdes merveilleux.

W. F. CODY, ("Buffalo Bill.")

TEMPERATURE.—11 déc. 1874.

Thermomètre de C. DURAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	50	10
12 M.	70	21
3 P. M.	73	23
6 P. M.	64	18

OPERA.

La *Favorite*, grand opéra en quatre actes, sera chantée aujourd'hui en Matinée, par MM. Gaditte, Mérli, DeGresf, Corriveau, Mmes Téoni et Liogier.

Le spectacle commencera en outre un grand divertissement, dans lequel paraîtront M. Maurert, Mlles Stickel, Bracq et Augusta.

Voilà de quoi attirer les dames en foule au théâtre de la rue Bourbon, et elles ne résisteront pas au désir de finir la semaine, en allant, pour une somme minime, entendre un des chefs-d'œuvre de Donizetti et voir trois danseuses et un danseur qui excellent dans leur art. Nous espérons pour M. Placide Canonge, et ses habiles artistes, que la Matinée d'aujourd'hui répondra par le nombre et l'enthousiasme des spectateurs à celle de jeudi.

La soirée sera consacrée à la *Juive*, le grand opéra dans lequel Halévy s'est élevé au niveau des princes de la composition. Aucune faiblesse n'a mieux chanté ici le rôle de Rachel que Mlle Anna Verdier. Le personnage d'Eléazar est un de ceux qui font le mieux ressortir les qualités de M. Cieki comme chanteur et comme acteur. Les artistes chargés des autres rôles, s'en acquittent de manière à faire de la représentation de la *Juive* un tout bien homogène.

Demain, dimanche, *La Fille de Mme Angot*.

A. M.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Nous avons dit de "Belle Lamar" tout ce qu'il y avait à en dire: c'est une pièce qui sera toujours accueillie avec faveur dans le Sud parce qu'elle fait vibrer la fibre patriotique. Elle a été jouée hier devant une belle salle, et le sera de nouveau aujourd'hui, en matinée, ainsi que ce soir.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Il est suffi du nom de M. Geo. L. Fox sur l'affiche, comme bénéficiaire, pour que la foule se portât à la représentation d'hier soir; mais l'affiche annonçait en outre que M. Fox jouerait dans une comédie ainsi bien que dans la pantomime, et il n'en fallait pas tant pour réunir à l'Académie une assistance extraordinaire. Le bénéficiaire a fait un excellent *Old Wormwood* dans la pièce de "Lottery Ticket": les éclats de rire dominaient les applaudissements, et on n'a rien encore eu sous la salle. Dans Humpty Dumpty, M. Fox a été ce qu'il est toujours, bouffe excellent. La même pièce sera donnée aujourd'hui, en matinée, et pour la représentation du soir.

THÉATRE ST. CHARLES.—La représentation d'hier a été au bénéfice de Little Nell: aussi la foule était-elle grande dans toutes les parties de la salle, foule sympathique qui ne ménagerait pas ses applaudissements à la charmante actrice. Celle-ci remplissait ses divers rôles accoutumés dans "No Name." Elle les jouera de nouveau aujourd'hui, à la matinée, et toutes les dames voudront aller la voir, ne fût-ce que pour admirer les magnifiques toilettes qu'elle change trois ou quatre fois pendant la pièce, et qui représentent, assurément, une valeur de huit mille piastres.

La Loterie nous promet de belles étrennes
Pour le leudemain de Noël.
Qu'on y songe,
270 lots s'élevant à $90,400.
N'est-ce pas tentant, en vérité!

La Loterie nous promet de belles étrennes
Pour le leudemain de Noël.
Qu'on y songe,
270 lots s'élevant à $90,400.
N'est-ce pas tentant, en vérité!

SPIRITUEUX, WHISKIES.—M. J. A. Walsh, rue Notre Dame, Nos 26, 28, 30 et 32, annonce au commerce qu'il a toujours en magasin des spiritueux, du gin de New-York et aussi des whiskies des marques favorites. Les lattiers sont prévenus que la distillerie de Chalmette à Gretna, ayant repris ses opérations, ils y trouveront toujours une quantité illimitée de résidu à vendre.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Un meurtre.

Il y a généralement peu de querelles en ce monde sans qu'une femme en soit la cause directe ou indirecte. On se souvient de la célèbre phrase de M. Jackal, dans les Mohicans de Paris: "cherchez la femme." Il y a là encore plus de vérité qu'on ne pense.

Il paraît que William Madison et Charlie Decade étaient épris, tous les deux s'étaient laissés prendre aux charmes affriolants d'une certaine Mary Frank.

William Madison était le préféré, paraît-il; mais, samedi soir, il y a eu une légère brouille qui a eu les conséquences les plus graves, comme on le verra bientôt.

Charles Decade, le rival malheureux, qui guettait non loin de là une occasion de s'introduire dans la maison de Mary Frank, coin des rues Sta Anne et Claiborne, entendant des éclats de voix s'est hâté d'accourir et ayant été informé par son inamorata de couleur café au lait que William Madison l'avait insultée, a attaqué celui-ci, et un combat à coups de poings s'en est suivi.

Un ami de Madison, répondant au nom de Henry Robinson, est survenu dans ce moment et a réussi à séparer les deux adversaires de la fraîche maîtresse Mary, qui se sont unitôtés ayant reçu chacun une demi-douzaine de coups de poings.

Quelques minutes après, Decade, accompagné de six de ses amis, parmi lesquels un certain John Martin, ayant rencontré Madison et Robinson au coin des rues Derbigny et Ste Anne, a donné le signal de l'attaque.

Le combat était parfaitement inégal, aussi n'a pas duré longtemps. Robinson, le corps désarmé, a pu se mettre à couvert derrière un poteau, mais Madison, qui tenait un rasoir dans sa main droite, s'était mis à faire des passes terribles, pénétrant la foule à toutes jambes.

Il y avait là quelques femmes qui assistaient de loin à cette horrible scène, et par leurs cris elles ont donné l'éveil à la police.

Le capitaine Rey, commandant la station 1ère, aidé du sergent Thibaut, a arrêté au coin des rues Bourbon et Conti son deux des principaux acteurs dans cette tragédie, Charles Décade et John Martin.

Au moment de son arrestation, Decade perdait beaucoup de sang d'une blessure qu'il avait reçue au corps.

Il nie positivement être l'auteur du meurtre de Robinson.

La femme Mary Frank qui a été la cause directe du conflit entre ses deux adorateurs a été arrêtée aussi plus tard comme complice.

Le coroner De Blanc a fait une enquête et a constaté à peu près les faits que nous venons de publier.

Les recherches ont eu les traces des trois autres compagnons de Decade et de Martin.

Henry Robinson, la victime, était âgé de vingt-deux ans.

A l'Hôtel-de-Ville.

Il n'y a en rien d'important, hier, à l'Hôtel-de-Ville en dehors de la routine habituelle dans chaque département. Il devait y avoir séance du Conseil municipal, hier à midi, mais comme trois administrateurs seulement se sont trouvés présents, la séance a été renvoyée à la même heure aujourd'hui.

Dans le bureau de l'avocat de la ville, M. B F. Jonas est toujours en place, mais son assistant, M. Blanc, est absent depuis quelque temps déjà, et qu'ils ne diffèrent des retours de supervisor d'enregistrement que par le défaut de la transmission annuelle par cet officier, dont les fonctions, sous ce rapport, ne sont que ministérielles.

4. Parceque le manquement du supervisor d'enregistrement, d'avoir fait sa déclaration au bureau empêche celui-ci d'examiner les duplicata originaux ou les listes certifiées des retours, alors la totalité du vote du peuple légalement donné, mais de la volonté arbitraire du supervisor.

5. Parceque le supervisor de l'enregistrement étant nommé par le chef du pouvoir exécutif, tiendrait dans ses mains le résultat de l'élection, ce qui donnerait ainsi à l'Exécutif un contrôle complet et absolu du vote total de l'Etat, et ouvrirait la porte à la fraude en faveur du parti politique auquel l'Exécutif peut appartenir.

OSCAR ARROYO.

Un gros lot de $20,000,
Un second lot de $10,006,
Un troisième lot de $5,000,
Plus 40 lots de $500 chacun
Et 200 lots de $100 chacun,
Voilà ce que l'on pourra gagner
Au Tirage du 26 décembre,
De la Loterie de la Louisiane.
Avec les lots d'approximation,
C'est un total de $90,400!

Deux procès contre l'Opéra.

Deux *gentilshommes* de couleur, J. A. Bernal et Homer Bonté, partisans de Pemission et de l'égalité sociale, cette utopie des indignes, ont inscrit, chacun séparément, un procès en dommages et intérêts pour la somme de $250, contre M. P. Canonge, propriétaire de l'Opéra, en déclarant qu'on n'avait même pas voulu les laisser assister à la représentation de l'Africaine, à cause de leur couleur.

C'est tout naturellement devant le fameux pseudo-juge Lynch que ces procès ont été commencés.

Homer Bonté était le candidat radical dans la 54me Ward pour la Législature d'Etat, si nous ne nous trompons.

On comprend qu'il soit venu de ne pas pouvoir aller à l'Opéra avec la "cassille blanche."

Nos compliments à M. Canonge; de pareils procès ne pourront qu'ajouter à sa popularité, et ils ne sont pas à craindre car ils ne réussiront que lorsque l'égalité sociale aura cessé d'être une chimère, c'est à-dire avec la fin du monde peut-être, et encore cela n'est-il pas certain.

Recrue de la Scie.

Un homme d'une soixantaine d'années, qui porte un nom bonapralé et qui a un air fort respectable, M. Elie Bougère, se trouve en ce moment sous le coup de deux accusations d'abus de confiance.

Il a comparu hier devant le juge Simon pour répondre à un affidavit fait par M. F. Abadie, habitant de la paroisse Terrebonne, qui lui reproche d'avoir obtenu de lui $15 et un endossement de $250 sur la promesse de livrer 40 barriques de vin à un prix bien au-dessous du coût.

A raison de cette affaire M. Bougère a été mis sous caution, mais il a été immédiatement arrêté sur un mandat de la Cinquième Cour Municipale sous l'accusation d'avoir obtenu, sous de faux prétextes, un cheval et un buggy valant $200 au préjudice d'un autre habitant de la paroisse St-Jean Baptiste: M. Bougère aurait obtenu le cheval et le véhicule en promettant d'envoyer du vin qu'il n'a jamais eu en possession.

Avec son chèque, endossé par M. Abadie, de $250, il aurait acheté à M. Regan deux mulets qu'il se serait empressé de vendre à Algar moyennant $160. Mais M. Regan sur la présentation du chèque à la Banque Hibernia apprit que M. Bougère n'y avait jamais eu de fonds.

De nombreuses démarches faites par M. Bougère pour emprunter de l'argent sur des droits problématiques dans la succession, soit, sous le prétexte d'acheter une genisse ou sous d'autres prétextes, et ses allures étranges nous disposent bien de penser qu'il doit avoir le cerveau malade, et que ses actes doivent être attribués à un dérangement de ses facultés intellectuelles. Mais la question sera éclaircie par la justice.

L'arbitre politique de la Cour dite Supérieure de District.

M. Hawkins, pseudo-juge de la Cour dite Supérieure de District, vient de se prononcer relativement à l'élection du juge de paix du 7me district.

On se souvient que Casenave, le candidat conservateur, a reçu 1699 votes contre 1446 votes pour Falls, le candidat radical. L'élection de M. Casenave a d'ailleurs été proclamée par le Bureau de retours.

Son compétiteur, cependant, a trouvé que lui Casenave, n'était pas éligible comme radical au moment de son élection, il ne l'est fait naturaliser qu'après: il a donc demandé à son ami Hawkins, l'arbitre complaisant du parti radical en matière politiques, de lancer une injonction défendant à Casenave de remplir ses fonctions.

L'honorable Ellis, l'avocat de M. Casenave, a protesté contre l'injonction, en donnant pour raison que M. Casenave avait droit à la place de juge de paix quoiqu'il n'ait été naturalisé qu'après l'élection, puisque Kellogg avait été proclamé gouverneur tout en étant en même temps sénateur au Congrès fédéral.

Le pseudo juge Hawkins a donné à entendre qu'il y avait une grande différence entre M. Kellogg et M. Casenave, et entre un gouverneur radical et un juge de paix conservateur, du moins, on l'a compris ainsi, car M. Hawkins a maintenu son lancement, et c'est Falls qui remplit actuellement les fonctions de juge de paix du 7eme district.

C'est d'autant plus naïf que M. Casenave, proclamé élu par le Bureau des Retours, a prêté son commission de la main de M. Kellogg. Que faire! En appeler à la Cour Suprême, c'est moins qu'inutile.

Il faudra pourtant que nous ayons une justice en Louisiane.

Chasseur disparu.

Une jeune femme s'était mise jeudi matin à la recherche de son père dans le voisinage de la station Michaud sur le chemin de Mobile. Il paraît que celui-ci, qui est âgé de 53 ans, est parti jeudi de sa résidence pour aller à la chasse en compagnie d'un homme de couleur et qu'il n'a plus reparu. L'homme de couleur a raconté qu'à un endroit de la cyprière il s'était séparé de son compagnon et qu'il a été très surpris de ne pas le voir revenir. La chasse aurait pu durer assez longtemps, il pleuvait grise, il était vêtu d'une chemise de flanelle. On craint qu'il n'ait péri dans la cyprière par accident ou qu'il n'ait été victime d'un crime.

Triste Accident.

Vers quatre heures, hier après-midi, un homme du nom de John S. Palmer, qui était monté sur un des mats de la navire Franconia mouillé au potean 9 du premier district, a perdu l'équilibre et tombé sur le pont d'une hauteur de 45 pieds et a été tué instantanément.

Le coroner a fait une enquête et dans son verdict, le jury a constaté que la mort avait été accidentelle.

John S. Palmer était natif de Bath, Maine, et âgé de dix-huit ans.

Accident de chemin de fer.

Hier après-mid